

La guerre du budget

La guerre économique... Ne dites plus !
Même si ça peut aider à comprendre l'obligation qu'ont toutes les entreprises de tenir leur rang (« de se tailler des parts de marché ») dans la concurrence universelle en faisant des profits monétaires. Descendez d'un cran. Revenez à la base la plus plate. Donc... ?

Comment faire sans argent ? Mais quand vous en avez, qu'est-ce qu'il faut encore ?

Un budget en équilibre ! L'actualité vous a soufflé la réponse. Vous trichez, mais passons.

Un budget, *tenu sous forme monétaire.*

La précision importe, car des budgets on peut en tenir sous d'autres formes.

La vie animale par exemple se traduit par un solde positif des entrées et sorties alimentaires ou énergétiques.

La nature a doté les bêtes de griffes et dents pour manger et se reproduire. Les hommes n'en sont plus là ! Il ont inventé les sous.

C'est ça la civilisation. Elle les a rendus bêtes au point de ne plus réfléchir à l'obligation de tout devoir payer pour « vivre ». Au fait que, pour se libérer des contraintes du manger-boire-dormir, pour simplifier les tâches, faciliter les échanges, faire du beau, du bien, du bon, des recherches, ils doivent commencer à penser s'ils ont ou auront les sous, et comment tenir en équilibre les colonnes « entrées » et « sorties ».

Entrées et sorties *d'argent.*

Que la vie célibataire, familiale, communale, la vie d'une entreprise, d'une banque, de l'Etat, de la recherche, tiennent à un solde positif entre les entrées et les sorties - *d'argent* - nous semble normal, même si ce n'est pas drôle tous les jours. Quand le solde devient négatif ou risque de le devenir, réduire les dépenses n'a donc rien que de logique.

Dans la « période » de crise que nous « traversons » - vocabulaire qui anticipe déjà les prochaines crises ! - nous sentons bien pourtant que quelque chose ne va pas, que nous n'arrivons pas à formuler. Tellement c'est - *gros.*

Car les denrées de base sont là. Les travailleurs sont là. Les compétences sont là. L'appareil de production est intact. Tout ça ne demande qu'à produire. Les hôpitaux sont là. Les écoles sont là. J'en passe. Tout est bien là, et puis tout à coup ? Accès barré. Adieu « l'emploi ». Usines et diplômés en jachère. Allocations de secours suspendues. Education, médecine au rabais. Retraites...

Qu'est-ce qui tout à coup empêche ?

***Dans un système où tout se compte en argent et dépend de l'argent,
la même logique est à l'œuvre
aussi bien pour donner accès que pour en empêcher.
L'argent est aussi capable de rendre possible l'impossible
que de rendre le possible impossible.
De solution universelle il est devenu le problème universel.
Un problème qu'on ne peut résoudre qu'en s'en passant.***

La logique de l'empêchement tient à celle de budgets liés à la monétisation de toute chose (qui leur affecte un prix) et de la monétarisation du monde (où tout comptage est lié à une forme de spéculation monétaire¹). Elle tient à la logique d'un usage, celui de l'argent, mesure de l'homme comme du reste, l'argent dont l'indispensable « mètre » a une longueur variable, et ceci non par accident mais *par construction*².

A la maîtrise de sa variabilité tout le monde s'emploie, pour la fixer dans des limites dites raisonnables, pour ne pas tomber, sombrer, chuter, dans l'inflation ou la déflation, et, puisqu'on ne peut l'empêcher de varier, pour spéculer sur les différences de prix, aussi bien le prix des produits et services que celui... de l'argent.

Car l'argent a lui-même un prix, calculé sur la confiance qu'on peut avoir en lui dans le bassin économique qui se sert de cet argent-là. Il suffit que dans tel bassin économique les prix s'envolent pour que sa monnaie se dévalue. Ou que la part des dettes dans le budget de l'Etat, la colonne des sorties dépasse celle des rentrées, d'une hauteur au-delà de laquelle la différence, bravement comblée par M. l'Etat par des emprunts, devient trop grande. La bravoure change alors de camp : elle passe du côté de ceux qui prêtent, qui vont, les pauvres, au sacrifice, rien moins.

Circonstance aggravante, quand l'Etat au bord de la faillite fait partie de la famille. C'est le cas des vilaines Grèce, Irlande, méchants Portugal et Espagne, dont les agences de notation s'avisent tout à coup qu'elles vivaient au-dessus de leurs moyens, leurs moyens *budgétaires*, attention ! - et brisent la confiance que les investisseurs ont dans les autres Européens. Priées de mettre leur budget en équilibre, elles réduiront donc les dépenses, en commençant par l'accès aux soins, l'éducation, la couverture des retraites ou du chômage, bref : tout ce qui a trait au service public.

Pourquoi ces dépenses-là sont-elles les premières visées ? Au motif, rarement cité, que le budget de l'Etat est abondé par les affaires que font les entrepreneurs. Parce qu'on « oublie » qu'en régime capitaliste, les entreprises tirent le char de l'Etat et qu'il les pompe pour faire du public et du social. Et que la prise en charge par l'Etat de la formation des travailleurs, de leur santé, des logements bon marché, des gardes d'enfants, des aides compensatrices et de paix publique, tout ça par l'Etat et non plus par le patronat, dans les cités comme celles de Godin et Meunier, tout ça se fit, dès avant 1914, par de l'*externalisation* avant la lettre.

Quand les affaires couraient, quand on pouvait piller les ressources des Colonies, tout allait - *mieux*... Mais quand les affaires piétinent sur des marchés de plus en plus aléatoires ? Les rentrées se tarissent et, pour l'entrepreneur en tout premier rang, la proportion des taxes et impôts prend trop de place dans sa colonne débit à lui comme certaines dépenses dans celle de l'Etat.

¹ La crainte de manquer, des intempéries, entretient une spéculation primaire permanente, toute animale (et végétale : cf. pelures d'oignons !). L'introduction de l'argent y introduit de tout autres paramètres. Ainsi le même litre d'eau ne fait pas le même quand l'eau abonde et quand elle manque. Le quintal de blé « pèse » plus ou moins cher selon les récoltes et les risques d'accaparement préventifs. Le même produit ne fait pas le même selon la distance, le stade technologique, etc.

² « Par construction », l'argent étant un outil « construit » par l'homme, et non « par nature » comme les trois états de l'eau.

Que la réduction des dépenses de l'Etat visées par la droite (celles, v. plus haut, que le patronat *externalise*) ne soient pas les mêmes que celles que réduirait la gauche (les incitations fiscales) ne changera rien au fait que, dans un système économique où, dans les colonnes débit et crédit des entrepreneurs comme dans celles de l'Etat, *on inscrit des sous*.

Pour changer, la première idée qui vient est de redistribuer les profits d'une manière plus juste. Mais cette justice-là ne fera jamais que confirmer le principe de l'inégalité des conditions et laisse intacte ou pratiquement incontrôlable l'empreinte écologique des affaires.

L'attribution à tous d'un « revenu d'existence » minimum et inconditionnel, financé par les profits monétaires, un revenu qu'il faudra calculer suffisamment bas pour vous forcer à travailler à n'importe quel tarif, aggravera même encore les choses.

Alors ? Abolir les profits ? C'est ce qu'a proposé le distributisme : chiffrer les produits et services existants, faire le total et distribuer la somme aux usagers. A charge pour eux de renouveler *en fonction de leurs usages* et non *des profits monétaires* qu'il faut commencer par en faire. Aucun risque de voir les magasins pleins devant des ventres vides. Vous pourrez sérieusement réfléchir aux implications sociales et environnementales de vos production et consommations. La démocratie est sauvée, et la planète aussi.

Dans la version initiale du distributisme, le contrôle des entrées et des sorties n'en continue pas moins d'être chiffré en prix. La valeur des choses étant chiffrée en prix, vous aurez du mal à ne pas chiffrer celle des hommes. Et qui décidera des prix ? Des différences de revenus ? Une instance centralisée, afin d'appliquer partout les mêmes, qui édictera ce qu'il est bon de produire ? En fonction de profits humains et non plus monétaires, certes, mais où le chiffrage monétaire, outre les deux risques majeurs que je viens de signaler (hiérarchie des revenus et Bureau Central de la Production), interdira tout autant qu'à présent d'avoir une vision objective et relocalisée des ressources et de leur renouvelabilité.

La nouvelle version du distributisme mise à l'étude par **PROSPER** prend en compte les capacités que nous avons aujourd'hui de supprimer la monnaie. Les choses ne devront donc plus, pour « compter », être converties en prix. Elles compteront ès-qualités, au titre de ce dont elles font usage et des usages auxquels leur emploi participe.

Fin de l'angoisse de ne pouvoir vous approprier par voie d'achat les ressources dont vous avez besoin, fin de la pression exercée sur des producteurs étranglés par le besoin de vendre. Fin des ressources livrées à la discrétion des acheteurs, adieu au droit de propriété qui rend irresponsable. L'usage de X qui figure dans la colonne « je dispose de » ne se reporte plus dans la colonne « je ne dispose plus de » comme dans un jeu d'écriture comptable classique en changeant le « plus » en « moins ». Le nouveau budget introduit des multiplicateurs et diviseurs qui tiennent compte de l'ouverture à de nouveaux usages, de l'éradication d'usages pervers, et tout ça sans passer par la triste preuve du bénéfice monétaire. Il libère les forces socialistes et décroissancistes aujourd'hui contenues par l'argent.

Démonstration dans ce cahier 23.



